

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu du 25 juin 2014**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**16 h**

**Présences** : C. Poirier (présidence), J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler (17 h), C. Creran, N. Giannakoulis (téléconférence), A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, G. Phillips, C. Danik, D. Martin.

**Absences justifiées** : S. Gagnon, L. Haméon, A. Picotte, S. Jaroudi, J. Ouellette,

**Annonce** : C. Poirier avise le CEN que B. Black occupe par intérim un poste exclu jusqu'en septembre .

**1) Points aux fins d'approbation**

1 a) Ordre du jour

Le point Colloque du CNM est ajouté en 1 g).

Le rapport du directeur général des opérations est déplacé en 2 a) et le point Déclaration solennelle est ajouté en 2 c).

**Résolution** : Il est proposé par G. Phillips et appuyé par S. Mullen d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Compte rendu du huis clos du 28 mai 2014

Il y a consensus que les questions abordées dans le rapport du Comité RH ne doivent pas toutes être traitées à huis clos et que ces questions devraient être rapportées dans le compte rendu de la réunion ordinaire.

Des erreurs typographiques mineures sont relevées.

R. Brockington affirme que le CEN ne reçoit pas suffisamment de documents et d'information sur les négociations collectives. Il proposera des modifications aux Statuts, à soumettre au vote des membres, où ceux-ci décideront du fonctionnement des comités de négociation collective.

**Résolution** : Il est proposé par J.-L. Bourdages et appuyé par A. Kurikshuk-Nemec d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 7, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du 28 mai 2014

Extraire les points non traités à huis clos du rapport du Comité RH et n'ajouter au compte rendu que le titre, la description et la recommandation.

**Résolution** : Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec et appuyé par R. Brockington d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 7, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 d) Résolution de A. Kurikshuk-Nemec concernant la Politique sur la résidence secondaire et les déplacements du président

R. Brockington demande à C. Poirier s'il allait demeurer présent pour tout le sujet. C. Poirier répond que oui.

A. Kurikshuk-Nemec présente sa résolution et affirme qu'elle l'aurait fait à la dernière réunion, mais que le moment n'était pas propice pour le faire. Elle affirme que ce n'est pas l'intention du Comité RH d'être injuste envers les nouveaux candidats et que la Politique sur la résidence secondaire et les déplacements du président devrait faire partie du contrat et être négociée avec chaque nouveau président.

R. Brockington signale que les 42 000 \$ prévus au budget chaque année ne constituent pas une somme forfaitaire, mais sont subdivisés. Un montant de 1600 \$ par mois pour le logement, les repas et les déplacements ne sont pas inclus.

C. Poirier souligne que l'allocation de déplacements et de repas est fondée sur la directive du CNM.

R. Brockington dit que des montants sont plafonnés et que si le président les dépasse il doit payer lui-même.

La question sur cet avantage n'est pas nouvelle. Le CEN doit considérer cet enjeu et je ne sais pas si le CEN en a le pouvoir, car ce sont les vice-présidents qui négocient le contrat avec le président. Nous devons être à jour, de sorte que les présidents ne souffrent pas financièrement pour faire leur travail.

Par quoi remplacerions-nous la politique? Qu'envisageons-nous en lieu et place?

L'achat d'une maison ou d'un condo, ou un appartement meublé serait peut-être une meilleure solution.

G. Phillips dit qu'il faut une politique, mais que celle-ci date de six ans et si elle demeure en vigueur elle désavantagera beaucoup de membres des régions. Il y aurait peut-être lieu que les vice-présidents négocient une somme forfaitaire et que le CEN l'approuve. J'aimerais une politique moins descriptive, de sorte qu'elle soit davantage normalisée et n'ait pas à être modifiée chaque fois.

J.-L. Bourdages – Quel est l'avantage d'abroger cette politique et d'en adopter une nouvelle alors que les élections ont été amorcées? Si quelqu'un est de la RCN, y aurait-il droit?

Les candidats seraient informés que la politique existe et qu'elle est en cours de révision.

J.-L. Bourdages – Oui, mais il est tard. Pourquoi ne pas attendre à la prochaine élection?

S. Mullen – Je veux savoir par quoi nous allons la remplacer avant de voter pour l'abroger. Nous avons besoin de quelque chose de concret d'abord. Et nous sommes en pleine élection.

R. Brockington – D'accord que la grande majorité des membres ne savent pas que la politique existe; le moment n'est pas idéal pour en parler. Nous devons faire une offre juste et le CEN a le pouvoir de traiter la question. Formons un sous-comité de trois personnes pour l'étudier.

A. Butler – Il faut s'assurer que c'est juste pour toutes les régions du Canada. Ce doit être une politique. En abrogeant la politique actuelle maintenant, cela nous force à la réviser maintenant. Et si un vice-président vient de l'extérieur de la RCN, la politique s'applique-t-elle à son cas?

**Résolution** : Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec et appuyé par G. Phillips que l'actuelle Politique sur la résidence secondaire et les déplacements soit abrogée au 31 décembre 2014. Aucune nouvelle demande aux termes de la politique ne sera faite entretemps.

**Vote par appel nominal** : C. Poirier = pour, R. Brockington = pour, S. Mullen = pour, A. Butler = pour, A. Kurikshuk-Nemec = pour, G. Phillips = pour, C. Creran = pour, J.-L. Bourdages = pour.

*\*N. Giannakoulis n'est pas présent au moment du vote.*

Pour = 8, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

**Résolution** : Il est proposé par A. Butler et appuyé par C. Creran qu'un sous-comité soit formé immédiatement pour étudier et proposer une nouvelle politique sur la résidence secondaire et les déplacements pour la réunion du CEN de septembre.

Le sous-comité sera formé des deux vice-présidents et de C. Creran.

**Vote par appel nominal** : C. Poirier = pour, R. Brockington = pour, S. Mullen = pour, A. Kurikshuk-Nemec = pour, G. Phillips = pour, A. Butler = pour, C. Creran = pour, J.-L. Bourdages = pour.

*\*N. Giannakoulis n'est pas présent au moment du vote.*

Pour = 8, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 e) Modifications des Statuts proposées par R. Brockington

R. Brockington déclare qu'il veut proposer des modifications à la négociation collective. Il veut que des membres du personnel s'assoient avec lui pour écouter ce qu'il envisage, puis l'aident à le rédiger. Si ce n'est pas possible, il demande alors qu'un consultant soit embauché pour quatre heures pour l'aider.

La discussion sur les modifications est reportée à une réunion extraordinaire du CEN en septembre.

#### 1 f) Résolutions du Comité des finances

##### Résolution n° 1

Au 30 avril 2014, il restait 40,129.76 \$ dans le fonds pour imprévus de l'exécutif du budget 2013-2014. En avril, les catégories budgétaires suivantes ont dépassé les sommes attribuées :

Honoraires professionnels	\$33,540.01
Négociations collectives	\$12,815.58
Ristournes aux sections locales	\$12,109.30
Total	\$58,464.89

En conséquence, le Comité des finances recommande que les 40,129.76 \$ du fonds pour imprévus de l'exécutif soient appliqués à ces catégories budgétaires et que les 18,335.13 \$ restants soient tirés du fonds de réserve.

Des préoccupations sont soulevées sur les dépassements des ristournes des sections locales.

- Enjeu important sur le dépassement d'un poste budgétaire
- Le CEN a été informé que les AGA des sections locales seraient plus tôt dans l'année
- Il y a un enjeu quant à notre planification
- Le CEN doit avoir des mécanismes de contrôle
- Le CEN doit approuver d'avance les dépassements payés avec le fonds pour imprévus
- Qui prend la décision de payer à partir du fonds pour imprévus?
- C. Poirier explique que certains éléments sont imprévisibles au budget et quand cela arrive, les dépenses sont payées avec le fonds pour imprévus
- Le fonds pour imprévus est budgété
- Il faut s'assurer de ne pas contrevenir aux Statuts
- Que se passe-t-il si nous les rejetons?
- Je ne sais pas si l'argent a été envoyé
- Le processus doit être examiné plus tard

**Vote par appel nominal :** C. Poirier = pour, R. Brockington = pour, S. Mullen = pour, A. Butler = contre, A. Kurikshuk-Nemec = abstention, G. Phillips = contre, C. Creran = pour, J.-L. Bourdages = pour, N. Giannakoulis = pour.

Pour = 6, contre = 2, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

#### Résolution n° 2

Le Comité des finances recommande au CEN de modifier le budget 2014-2015 par l'ajout du poste budgétaire 8.1.5 – Honoraires professionnels (respect des avantages), assorti d'un montant de 175 000 \$.

**Vote par appel nominal :** C. Poirier = pour, R. Brockington = pour, S. Mullen = pour, A. Butler = pour, A. Kurikshuk-Nemec = pour, G. Phillips = pour, C. Creran = pour, J.-L. Bourdages = pour, N. Giannakoulis = pour.

Pour = 9, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 g) Colloque du CNM

C. Poirier signale que le colloque du CNM aura lieu du 16 au 18 septembre au Hilton Lac Leamy.

Les volontaires sont : C. Poirier, A. Kurikshuk-Nemec, R. Brockington et A. Butler. G. Phillips est le premier substitut et N. Giannakoulis, le deuxième. J. Ouellette et P. Lebel du personnel.

## **2) Suivis**

### 2 a) Rapport du directeur général des opérations

#### Affaires internes

Normand Forgues-Roy est entré en fonction le 3 juin et terminera le 28 août dans un poste aux communications trois jours par semaine.

#### Site Web

Le lancement prévu pour le 13 juin a été reporté au 18 juin afin de prendre le temps de former le personnel.

#### Négociations

Nous attendons toujours une réponse de l'Employeur à notre demande de renseignements. Aucune rencontre n'est prévue avec l'Employeur d'ici à ce que nous recevions une réponse et que nous ayons eu l'occasion d'analyser l'information reçue.

Conseil consultatif mixte de la Commission de la fonction publique (CCMCFP), Comité de la clientèle de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CCCRTFP) et Comité de consultation de la clientèle du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (CCCTPFDAR)

La prochaine réunion du CCMCFP doit avoir lieu à l'automne.

La prochaine réunion du CCCRTFP devait avoir lieu en juin, mais a été reportée.

La prochaine réunion du CCCTPFDAR doit avoir lieu en janvier 2015.

#### Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2014 :

Absentéisme	1	CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (frais dentaires)	
Hébergement	28	CNM (DSE)	
Nominations intérimaires	1	CNM (soins de santé)	
AIPRP		CNM (réinstallation)	
Droit d'auteur		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (déplacements)	
Prestations		CNM (DRE)	17

Prime au bilinguisme		Rémunération	12
Carrière et droits d'enregistrement	1	Pension	1
Classification	6	Évaluation rendement	28
Code de conduite	1	Dossier personnel	1
Consultation		Politique	
Mutations	1	Activité politique	
DJR		Protection vie privée	1
Assurance invalidité	7	Probation	2
Discipline	24	RAND	
Discrimination	4	Programme de recrutement	
Statut d'emploi	1	Représentation	
Évaluation ergonomique		Démission	
Évaluation de l'aptitude au travail		Retraite	1
Harcèlement	32	Retour au travail	8
Santé et sécurité	2	RIM	
Santé et sécurité (demande)		Cote de sécurité	
Horaire de travail	2	Service	
Horaire de travail (heures suppl.)	1	Dotation	21
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	1
Droits de la personne		Énoncé de fonctions	5
SIGC	2	Télétravail	1
Application d'accord	1	Employé à durée déterminée	
Assurances Johnson		Licenciement	6
Profil linguistique		Conditions de travail	
Formation linguistique	1	Programme de formation	1
Congés	6	Temps de déplacement	
Congés (annuels)	4	Plainte, pratiques de travail injustes	
Congés (deuil)		Cotisations syndicales	2
Congés (autres)	6	Représentation syndicale	
Congés (parlementaires)		Affectation de travail	5
Congés (maladie)	10	Lieu de travail	
Congés (non payés)	8	Charge de travail	
Lettre d'attentes		Actes répréhensibles (dénonciation)	1

Indemnité de maternité	4		
Évaluation médicale	4		
		<b>Total</b>	<b>273</b>

### Causes devant les tribunaux

Une demande de contrôle judiciaire de la décision dans l'affaire Lebeau (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) a été déposée le 22 novembre à la Cour d'appel fédérale.

### Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

#### Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP :

Ottawa 4 juillet                      Paquet (Congé)                      TPSGC (BtB)

Ottawa 15 au 19 sept. (Cessation d'emploi)                      CISR

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

#### 2 b) Politique de communications électroniques

La politique a été soumise à un vote électronique et a été rejetée.

#### 2 c) Déclarations solennelles

Le bureau national doit communiquer avec les dirigeants de sections locales pour s'assurer qu'ils ont reçu les avis et leur demander, si possible, une raison pour laquelle ils n'ont pas retourné la déclaration.

### **3) Questions de fond aux fins de discussion**

#### **4) Rapports**

##### 4 a) Président

After our last NEC meeting in May, I participated in a telephone Town Hall with Larry Rousseau of PSAC. This was a very interesting experience both from a technical point of view and from a mobilisation point of view. It is an excellent way of reaching a great number of people at the same time. People not only get a chance to hear different speakers but also get to ask questions from them. It is quite different from our OnConference system because the software used by PSAC calls people that have asked to participate. That way no 'uninvited guest' can listen on the line.

June was a shorter month than usual for me since I was away for a week on Holidays. However, the rest of the month was quite busy. The NJC Bargaining Agents met for an entire day and discussed negotiation strategies, with an update of everyone as well as an update from our subcommittees. We are still on track at helping each other and breaking grounds in our preparation and research efforts.

Bargaining Agents are still having a hard time getting the employer to understand that consultation and bargaining are not the same, and certainly cannot occur at the same time on the same subjects. We keep receiving invitations regarding the employer's "Wellness Strategy", knowing that there is a strong component of the strategy which is dependent on changes to the sick leave provisions in our collective agreements.

I had to make a personal intervention with Treasury Board on their documents for the TR table that were sent in English only, knowing that this table has always been negotiating in French only. We are talking here of justifications to the designation of essential positions in this group. It took the ADM a couple of weeks to get back to me with an appropriate response, that is, that deadlines for consultations would be extended by the time it took them to provide a translation.

Two of our Locals held their AGMs early in the month. At the PHAC / Health Canada Local, in addition to the usual reports, we were delighted to hear a colleague from CUPE remind us of some basic union principles and realities. After all, we are union people. Participation was limited, but organizers are already looking at other options for future meetings. The other AGM was at Library and Archives. Questions on sick leave, on pensions and on how to stop the attacks on the Public Service and on unions took a good portion of the meeting.

I also attended a PSAC public event on bargaining near Portage and we received the visit of the Tuesday walk of solidarity led by activists from the joint unions, including Emmanuelle Tremblay, President of our Local at DFATD.

While I was out of the country we received coverage in Le Droit newspaper as a follow-up to our blog entry on pensions posted the week before on our website. (<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/fonction-publique/201406/18/01-4776946-le-regime-de-retraite-du-federal-loin-detre-trop-genereux-dit-lacep.php>)

Sometimes, our interventions do not yield results immediately. A number of weeks ago, Pierre Lebel and I met with advisors from the Office of the Official Opposition. They wanted to have our opinion on what was going on in the Federal Public Service and on how employees were being treated. We made it very clear that there would be a lot of healing to do and that it would be very important to restore the trust between the government and its Public Service employees. The result came in an op-ed from Tom Mulcair in the *Ottawa Citizen* titled *Respect the public service* (<http://ottawacitizen.com/news/politics/respect-the-public-service>). The full article will be posted in our blog section, in both official languages.

When we meet again in September, we will know the names of candidates for the next CAPE election. I hope that this does not become a distraction from the real reasons we are all supposed to be here: fight back against all the attacks on our rights as workers as well as attacks on us as a union; defend our members in cases of abuses from the employer; negotiate a decent collective agreement; perpetuate the solidarity with our colleagues from other unions. And, by the way, solidarity is not only with other unions, it starts at home.



Have a great summer!

#### 4 b) Directeur général des politiques

##### **Négociations collectives EC**

- Depuis la dernière réunion du CEN, l'équipe de négociation EC de l'ACEP a rencontré l'équipe de l'employeur à deux reprises à la table de négociation.
- Le 11 juin, les parties ont échangé leurs propositions à la table. Le 24 juin, le Conseil du Trésor a organisé une présentation du projet d'assurance invalidité de courte durée (AICD) dans sa version courante à l'équipe de négociation EC.
- Les membres de l'équipe de négociation ont pu poser des questions.
- En outre, nous avons été invités à poser nos questions additionnelles par l'entremise des bureaux du négociateur du Conseil du Trésor. L'employeur a offert de faire d'autres présentations à l'équipe, ce que l'ACEP a accepté, pour donner plus de détails sur les enjeux suivants : le processus de gestion de cas d'un éventuel régime AICD, la conception d'un régime AICD faisant l'objet d'un nouvel appel d'offres, la stratégie et l'échéancier d'achat, et l'analyse des données et des écarts.
- Deux jours ont été réservés cette semaine pour la négociation. Toutefois, le négociateur du Conseil du Trésor responsable de la position de l'employeur à la table de négociation EC n'était pas disponible, et la deuxième journée de négociation a été annulée.
- Les parties reviendront à la table de négociation pour trois jours le 22, 23 et 24 juillet. À ce moment-là, l'ACEP et l'employeur présenteront la justification des propositions pour lesquelles le libellé a été établi.
- Les dates de négociation à l'automne n'ont pas été fixées.

##### **Négociations collectives TR**

- L'équipe de négociation TR a rencontré l'employeur les 17, 18 et 19 juin. Le 19 juin, le Conseil du Trésor a organisé une présentation du projet d'assurance invalidité de courte durée (AICD) dans sa version courante.
- Les membres de l'équipe de négociation TR ont pu poser des questions.
- En outre, nous avons été invités à poser nos questions additionnelles par l'entremise des bureaux du négociateur du Conseil du Trésor. L'employeur a offert de faire d'autres présentations à l'équipe, ce que l'ACEP a accepté, pour donner plus de détails sur les enjeux suivants : le processus de gestion de cas d'un éventuel régime AICD, la conception d'un régime AICD faisant l'objet d'un nouvel appel d'offres, la stratégie et l'échéancier d'achat, et l'analyse des données et des écarts.
- Il n'y aura pas de négociations pendant l'été.
- Voici le calendrier des rencontres pour l'automne : 16, 17 et 18 septembre, 21, 22 et 23 octobre, 3 et 4 décembre.

##### **Services essentiels TR (Processus de désignation)**

- À la suite du refus du Conseil du Trésor d'accepter l'arbitrage comme mode de règlement des conflits à la table TR, les représentants du Conseil du Trésor ont communiqué à l'ACEP les postes qui seront désignés essentiels.
- Les titulaires de postes désignés essentiels doivent se présenter au travail lorsque leur unité de négociation est en grève.

- Dans le passé, les postes désignés essentiels étaient négociés entre les parties, avec recours à la CRTFP en cas de désaccord.
- Depuis C-4, l'employeur a le pouvoir absolu de désigner les postes; il est seulement tenu de consulter l'agent négociateur.
- La période de consultation est de 60 jours.
- Il y a eu trois rencontres et une quatrième est prévue vendredi.
- L'employeur a modifié légèrement sa justification, surtout aux fins de clarification.
- Dans sa proposition initiale, l'employeur désignait 296 postes. Le nombre de postes désignés est maintenant de 275.
- Les deux réalités opposées qui guident les discussions sont le niveau de rigidité créé par la traduction spécialisée et le niveau de flexibilité accordé par le statut du Bureau de la traduction à titre de gestionnaire de toute la traduction dans la fonction publique.
- À noter que l'employeur ne désigne pas de postes occupés par des représentants syndicaux.
- L'ACEP travaille avec l'employeur pour identifier ces postes.

### **Services essentiels EC (Processus de désignation)**

- J'ai été informé que la liste des postes de l'unité de négociation EC qui seront désignés essentiels par l'employeur sera envoyée à l'ACEP le vendredi 27 juin.

### **Information sur les négociations**

- Comme promis, l'ACEP affichera des mises à jour régulières concernant les négociations sur son site Web.
- Nous afficherons aussi le calendrier des négociations de chaque unité de négociation.
- Surtout, nous afficherons les propositions de l'ACEP et de l'employeur pour les tables TR et EC, parce que la conciliation a été imposée à nos membres EC et TR.
- Les mises à jour comprendront un résumé de l'information fournie par l'employeur sur la question du projet d'AICD.

### **Séances d'information sur le C-4**

- L'ACEP continue de donner aux membres l'occasion de se familiariser aux effets du C-4 sur leurs droits, de diverses façons.
- Les deux séances d'information, une en anglais et une en français, prévues pour les membres de l'ACEP et de l'IPFPC travaillant au Crémazie à Gatineau ont été annulées.
- L'ACEP explorera la possibilité d'organiser des rencontres en septembre.

### **Autres rencontres**

- J'ai été invité à faire un rapport sur les négociations collectives aux membres de l'ACEP à l'AGA de la section locale à Santé/ASPC le 10 juin.
- La section locale a fait du beau travail en invitant des conférenciers sur divers sujets.
- L'assemblée a été très intéressante, car les membres ont manifesté beaucoup d'intérêt dans les négociations et les enjeux entourant le processus de négociation et les syndicats en général.

### **4 c) Comité des finances**

Les états financiers pour la période se terminant le 30 avril 2014 sont examinés.

4 d) Revue législative

Le rapport mis à jour est déposé.

**5) Levée de la séance**

La séance est levée à 21 h 58.